

tionale ». D'autre part, pour la C.G.T.U., les attaques contre les délégués de l'Enseignement unitaire sont une autre manifestation « de syndicalisme indépendant » car Racamond dira que ceux-ci feraient mieux de s'occuper du problème des salaires (on connaît la lutte ultra négative menée par les centristes à ce sujet) au lieu de s'opposer au rattachement des syndicats au capitalisme. Et Frachon ne manquera pas dans sa réplique à Thorez, venant saluer la « ligne » du Congrès, de mettre en évidence l'attachement des ouvriers unitaires à la Russie, au Parti Communiste et au « pilote » Staline. Ce qui prouve encore une fois ce que signifie ici « indépendance ». Au sujet de l'interdiction des fractions qui fut à la base de l'accord scellé entre réformistes et centristes, elle représente la consécration, au sein des organisations syndicales de cette « indépendance » : en réalité de leur emprisonnement par le capitalisme. Plus aucune possibilité pour le prolétariat de se rattacher au déroulement de la lutte des classes, de puiser dans ses luttes syndicales une vision de bataille contre le capitalisme; plus aucune possibilité de faire des syndicats le piédestal pour des mouvements révolutionnaires. En interdisant les fractions, centristes et réformistes suffoquent la respiration de classe des ouvriers, font des syndicats des annexes du bloc gouvernemental de demain, du « Rassemblement Populaire ». L'unité syndicale sur cette base équivaut à une modification de la structure interne des syndicats unifiés, la substitution d'une plate-forme capitaliste à leur base de classe qui, bien que déjà étouffée, n'avait pas encore été anéantie. L'interdiction des fractions signifie aussi que les agents de la bourgeoisie veulent dès maintenant ériger une barrière pour empêcher les ouvriers, au travers des remous de la vie syndicale et du déroulement du plan capitaliste pour la guerre, de s'orienter vers la fondation d'un parti révolutionnaire.

Un autre aspect extrêmement grave de l'unité syndicale est le sort que l'on entend désormais réserver aux luttes revendicatives des ouvriers. Au sein des deux Congrès c'est l'idée du « plan » qui triomphe. Au nom des unitaires Racamond démontrera que l'idée du plan est d'origine centriste lequel l'a appliqué triomphalement en Russie (il aurait pu ajouter : sur la base d'une exploitation éhontée des travailleurs russes). Aux mouvements de résistance du prolétariat on oppose désormais le « plan les solutions générales qui ne peuvent se résoudre que sur le terrain du parlementarisme. Brest et Toulon ont déjà prouvé que dans la phase actuelle tout mouvement revendicatif qui tend à se développer en dehors du contrôle des traitres, donc dans une direction révolutionnaire, se heurtera à la barrière érigée par confédérés et unitaires. En adoptant le « plan » comme base de la fusion (et les réserves de la C. G. T. U. n'ont qu'une valeur relative) il est proclamé qu'aucun mouvement de revendications ne pourra désormais se situer sur une base de classe avant que le prolétariat ne réalise à nouveau la force de resurgir sur l'arène politique et de chasser les traitres de ses rangs.

Mais cela ne signifie pas que nous n'acceptons pas la fusion qui s'est réalisée, nous l'acceptons comme un fait, en dénonçant ceux qui en ont fait un acte de dissolution du prolétariat, mais nous la subissons tant qu'elle nous est imposée sur un terrain propre à l'ennemi. Jamais nous n'approuverons, comme les délégués de l'Enseignement — selon le compte rendu de l'« Humanité » — dans la résignation les résolutions unitaires au sujet de la fusion. Nous lutterons dans les syndicats unifiés de demain, les communistes internationalistes y lutteront, mais nos coups se porteront farouchement contre les traitres, pour arracher au feu des événements de demain, des réactions d'aujourd'hui, les masses à leur influence capitaliste. Nous lutterons pour le droit des fractions, pour un programme de luttes revendicatives en proclamant ouvertement que le prolétariat français doit remettre ses organismes de classe sur leurs rails véritables, qu'il doit leur redonner leurs caractères spécifiques, leur véritable structure et que ces tâches devront être le fait des événements de demain.

Compte rendu du Congrès de la fraction

Nous publions ci-dessous un résumé des débats de la deuxième journée du Congrès de notre fraction. Nous croyons que, particulièrement dans la situation actuelle, les militants d'autres pays peuvent y trouver des éléments qu'ils se doivent de confronter avec leurs propres expériences.

LA REDACTION.

JACOBS : Pour peu que l'on examine attentivement les discussions qui se sont déroulées avant le Congrès, il me semble que celles-ci se sont présentées sous leur aspect réel, même si les divergences ne s'affirmèrent pas avec suffisamment de clarté. Nous devons, sans nous en tenir à des polémiques au sujet de changements d'étiquettes, prendre le problème à la gorge, autant plus que la question de la fraction se présente aujourd'hui avec des éléments contradictoires. Ainsi, la fraction a lancé le mot d'ordre de sortir des P.C. en conséquence de la déclaration de Staline, du 14 juillet, qui marquent définitivement la trahison du centrisme. De ce fait, on pourrait croire que le seul maintien du terme de fraction est un non-sens et qu'il faille lancer le mot d'ordre de rentrer dans notre organisation. Je pense que partir de ce critère est complètement faux, parce qu'il ne s'agit pas d'opposer, à tout prix, une solution concrète et immédiate à celle que le centrisme a reçue du capitalisme, mais de réagir dans une direction déterminée où puisse s'opposer à une situation contre-révolutionnaire une situation révolutionnaire. Dire que le mot d'ordre de la sortie des P. C. implique la rentrée dans la fraction, donc sa transformation en parti, ne représente pas la solution prolétarienne à la trahison du centrisme, qui sera donnée par les événements de demain pour lesquels la fraction se prépare aujourd'hui, mais est une position qui peut porter à la dénaturation actuelle des principes mêmes de la fraction.

Je voudrais insister également sur une autre notion : lorsque nous affirmons, aujourd'hui, que le processus de trahison du centrisme — qui s'est déterminé avant 1927 — s'est épanoui pleinement, nous ne démontrons pas inversement qu'à cette trahison ouverte des P. C. s'oppose la possibilité de déterminer une orientation révolutionnaire du prolétariat, puisque cette trahison se vérifie sur la base de sa dissolution au point de vue mondial. La conclusion des trahisons centristes n'est donc pas un

cours de luttes révolutionnaires, mais la dissolution du prolétariat qui se retrouvera dans les catastrophes de la guerre.

En face de la trahison centriste, nous devons lancer le mot d'ordre de sortie des partis communistes, mais il n'est pas prouvé que, par rapport à ce mot d'ordre, existent les conditions historiques pour la constitution de nouveaux organismes révolutionnaires, ou pour un élargissement des rangs de la fraction; en un mot qu'existe déjà la possibilité d'opposer à cette manifestation de la vie du capitalisme, de nouvelles organisations capables de redonner au prolétariat la conscience que le centrisme a démolie et surtout qu'il existe une possibilité d'opposer une solution immédiate aux problèmes que cette trahison pose.

Avant tout, je pense qu'il existe une liaison entre le rapport de force des classes, la conscience historique que le prolétariat parvient, dans ses organismes, à réaliser et les formes de son organisation en classe. Enlever « fraction du P. C. I. » pourrait signifier, aujourd'hui, que l'heure d'une modification des bases de l'organisation a sonné avant que ne se vérifient la transformation du rapport entre les forces de classes et la possibilité d'intervention, sur l'arène politique, de la conscience révolutionnaire que que le prolétariat s'est forgée. La fraction qui, avant que n'apparaissent les conditions historiques pour sa transformation en parti, rompt avec les traitres en invitant les ouvriers à sortir des partis. Elle, qui se considère comme le futur parti de demain, entend maintenir la filiation qu'elle représente et riposte aux actes de la trahison centriste par les plus hautes manifestations de son activité en vue de former les cadres et de compléter le matériel avec lequel le prolétariat devra affronter la révolution. Car ce n'est pas aux P.C. que se relie la fraction, mais à l'expérience historique sur laquelle se sont fondés les partis et c'est cette expérience qu'elle entend dépasser.

Avant d'aborder les problèmes de la fraction, dans la phase actuelle, et qui sont examinés dans le document de « Bilan », je voudrais mettre en évidence l'idée centrale du document, celle qui me paraît refléter le problème essentiel.

Peut-on affirmer que le parti puisse se fonder en dehors d'une perspective historique où le problème du pouvoir se pose? Il est évident que puisque le parti se fonde sur la notion de la lutte contre l'Etat capitaliste, si les conditions pour cette lutte disparaissent momentanément,